



Bureau pour l'Afrique du nord

Réunion ad hoc d'experts
Migration internationale et développement en Afrique du nord

Rabat (Maroc), 19-20 mars 2007

AIDE MEMOIRE

Contexte et justification

1. Le lien entre la migration internationale et le développement a récemment fait l'objet d'une attention toute particulière. Bien que la question de la migration internationale ne figure que rarement dans les programmes et plans de développement adoptés au niveau national et international, son impact sur le développement est de plus en plus reconnu par la communauté internationale, notamment pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMDs).

2. L'Assemblée générale des Nations Unies, consciente du lien qui existe entre la migration internationale et le développement ainsi que de la nécessité de faire face aux défis et opportunités que présente la migration pour les pays d'origine, de destination et de transit, a décidé de tenir un Dialogue de haut niveau sur la migration internationale et le développement lors de sa 61^{ème} session¹. L'objectif du Dialogue étant de définir les moyens permettant de tirer le meilleur parti des avantages que représentent les migrations internationales sur le plan du développement et de réduire au maximum leurs effets indésirables².

3. Le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement (14-15 septembre 2006)³ a offert aux Gouvernements, à la société civile et au secteur privé l'opportunité de jeter les bases pour faire de la migration un catalyseur pour le développement. Ce dialogue a également permis d'ancrer la question migratoire dans l'agenda mondial. Les participants y ont reconnu que les migrations internationales allaient croissant, tant par leur ampleur que par leur complexité, et qu'elles touchaient quasiment tous les pays du monde. Ils ont également souligné que les migrations internationales pouvaient être un facteur positif de développement aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays de destination, à condition qu'elles s'accompagnent d'un ensemble de politiques appropriées.

4. Il y a eu consensus général que les envois de fonds constituent l'avantage le plus tangible des migrations internationales pour les pays en développement. Les participants au Dialogue de haut niveau ont ainsi relevé que le volume des transferts avait sensiblement augmenté au cours des dernières années. Selon les estimations de la Banque mondiale, les envois de fonds ont plus que doublé entre 1995 et 2005 en passant de 102 milliards de dollars EU à 232 milliards de dollars EU. La part destinée aux pays en développement a augmentée, passant de 57 % (58 milliards de dollars) à 72 % (167 milliards de dollars)⁴. Aujourd'hui, les transferts sont supérieurs au total de l'aide octroyée au développement (87 milliards) et viennent juste après les IDE estimés à 625 milliards de dollars EU (2005).

¹ Nations Unies, Résolutions de l'Assemblée générale 58/208 du 23 décembre 2003, 59/241 du 22 décembre 2004 et 60/227 du 23 décembre 2005.

² Nations Unies (2005), "Migrations internationales et développement" Résolution 60/227

³ Le résumé du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales est contenu dans la Note de la Présidente de l'Assemblée générale (A/61/515) du 13 octobre 2006.

⁴ Les transferts effectués à travers les réseaux informels sont évalués à près de 50% des montants enregistrés officiellement.

5. Bien qu'il soit vrai que des millions de familles de migrants et l'économie en général bénéficient de ces envois de fonds, les participants ont estimé que leur contribution potentielle au développement pourrait être améliorée par des mesures appropriées pour réduire les coûts de transferts, pour maximiser leur impact sur le développement et pour minimiser leurs inconvénients (aux niveaux micro - et macro - économiques). Il faut également noter que les femmes transfèrent très souvent une part plus élevée de leurs revenus à leur pays d'origine⁵. De plus, certaines études ont souligné que les femmes qui restent dans leur pays d'origine lorsque leurs maris migrent, peuvent disposer d'un important degré d'autonomie pour décider de l'utilisation des fonds transférés⁶.

6. Si les pays en développement tirent des migrations des avantages sur le plan financier, il n'en demeure pas moins qu'ils perdent un capital humain, qui de surcroît est de plus en plus qualifié. En effet, ces dernières années, les migrations de travailleurs qualifiés ont pris de l'ampleur comme l'indiquent les données relatives à l'OCDE qui, en 2000, comptait près de 20 millions de migrants très qualifiés âgés de 25 ans ou plus, alors que ce chiffre était de 12 millions en 1990⁷. Le Dialogue de haut niveau a cependant convenu que les communautés de migrants pourraient contribuer au développement de leur pays d'origine à travers le transfert de savoir faire, de compétences, de technologie, de nouvelles formes de pensée et de connaissances, et que pour cela, il faudrait adopter des mesures pour réduire au minimum les effets négatifs pour les pays en développement de l'émigration de personnes hautement qualifiées⁸.

7. La question de la migration internationale et de son lien avec le développement revêt une importance particulière pour les pays d'Afrique du nord (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie). En effet, la région possède une importante communauté d'expatriés dont les transferts de fonds connaissent une évolution positive et constituent une source appréciable de devises. En plus, elle compte également une élite immigrée investie dans divers espaces économiques dans les pays d'accueil, surtout de l'OCDE, fruit d'années de migration d'actifs hautement qualifiés. Il faut noter que la migration de personnes hautement qualifiées a connu une forte accélération ces dernières années, drainant ainsi des ressources, parmi les plus rares des pays de la région. Les estimations indiquent en effet que 15% à 18% des migrants venus d'Algérie, du Maroc et de Tunisie vivant dans les pays de l'OCDE ont un niveau universitaire; ce taux étant plus élevé pour l'Egypte (51%).

8. Dans la région, il y a une prise de conscience croissante des enjeux de la migration. Pour cela, plusieurs pays ont récemment adopté des mesures pour en maximiser les bénéfices et réduire leurs aspects négatifs, notamment à travers la collecte des données sur la migration, la stimulation des transferts et de leur investissement productif, et l'établissement de contacts et de liens avec les diasporas d'intellectuels et d'entrepreneurs. Des mesures ont également été prises sur le plan légal et institutionnel pour repositionner la question de la migration dans le contexte du développement national et local. Mais le bilan des réalisations demeure encore limité, comparé aux opportunités qu'offre la migration et au vu de l'impératif d'une croissance forte et durable, génératrice d'emplois. Des efforts s'imposent pour accroître le niveau de prise de conscience, l'échange d'expériences et le renforcement des capacités.

9. C'est en réponse à ces besoins, que le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord organise une réunion ad hoc d'experts autour de la question de la migration internationale et le développement en Afrique du nord (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie). Cette réunion sera centrée sur les voies et les moyens de transformer les transferts financiers et la Diaspora hautement qualifiée en instruments du développement de l'Afrique du nord.

10. La réunion ad hoc d'experts est organisée dans le cadre du suivi en Afrique du nord du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement.

⁵ FNUAP (2006), *Etat de la population mondiale: vers l'espoir - Les femmes et la migration internationale*. www.unfpa.org

⁶ Nations Unies (2004), *Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement*, Rapport du Secrétaire général A/59/287 (www.un.org)

⁷ A/60/871

⁸ A/61/615

Objectif général

11. La réunion d'experts a pour principal objectif l'identification de mesures concrètes et innovantes qui pourraient être adoptées par les Etats membres, le secteur privé, les organisations de migrants, le secteur financier, les universités et autres parties prenantes afin que les transferts de fonds et les Diasporas hautement qualifiées puissent être intégrées au processus de développement des pays de la région.

Objectifs Spécifiques

12. Pour atteindre cet objectif, la réunion devra :

- Faire un état des lieux sur le potentiel que représentent les transferts de fonds et les diasporas hautement qualifiées pour le développement de la région nord africaine;
- Faciliter l'échange d'expériences sur les approches et mesures qui ont été adoptées pour renforcer et améliorer l'impact des transferts et des Diasporas sur le développement des pays de la région;
- Identifier les principaux défis qui se posent aux différentes parties prenantes dans leurs efforts pour accroître et améliorer l'impact des transferts et des Diasporas sur le développement des pays de la région;
- Proposer un « Plan d'action sur la Migration internationale et le développement en Afrique du nord ». Ce dernier devra recommander des approches et des mesures concrètes et innovantes destinées aux différents intervenants de manière à renforcer et améliorer leurs actions pour faire des transferts et des Diasporas hautement qualifiées des instruments de développement.

Résultats attendus

13. Les résultats immédiats de la réunion d'experts seront :

- Un "Plan d'Action sur la Migration internationale et le développement en Afrique du nord", qui sera présenté au Comité intergouvernemental d'experts (CIE) en mai 2007. Le Comité abordera la question de la migration internationale dans le cadre du suivi du Dialogue de haut niveau des Nations Unies.
- Une publication pour diffuser les principaux résultats de la réunion d'experts.

14. D'autres résultats sont également attendus :

- Une meilleure perception des décideurs des secteurs public et privé, de l'impact de la migration internationale sur le développement dans la région;
- Une meilleure perception des différents rôles que peuvent jouer les parties prenantes pour maximiser l'impact positif et minimiser les aspects négatifs de la migration internationale;
- Une plus grande prise de conscience des Diasporas, notamment les femmes, de leur impact sur le développement ;
- Une plus grande couverture médiatique sur le rôle des migrants dans le processus de développement des pays de la région ;
- Un réseau des Diasporas pour assurer le suivi des recommandations qui leurs sont destinées (base de données électronique sur les organisations de la Diaspora nord africaine);

Participants

15. Des experts de différents horizons seront invités à prendre part à la réunion, notamment des Gouvernements des pays de la région, de la Diaspora, du secteur privé, des universités et des organisations d'aide au développement, bilatérales et multilatérales.

Partenaires

16. Le Bureau de la CEA pour l'Afrique du nord qui a pour mandat la promotion de la coopération régionale sur des questions communes de développement organise cette réunion d'experts en collaboration avec plusieurs partenaires du système des Nations Unies, notamment l'UNIFEM, le FNUAP, le PNUD, l'UNESCO et le BIT.

17. La Commission économique et sociale pour l'Asie de l'Ouest (ESCWA) sera également invitée à y prendre part dans la mesure où les pays de cette région font face à des défis similaires à ceux de l'Afrique du nord. En plus, certains pays d'Asie de l'Ouest sont des destinations des immigrants en provenance d'Afrique du nord.

18. Des institutions financières seront également invitées ainsi que la Ligue des Etats Arabes.

Méthodologie

19. Plusieurs documents seront élaborés pour la réunion dont un document de base et des études thématiques ou par pays, qui seront élaborées par des experts.

20. La réunion d'experts sera organisée en plénières et en groupes de travail.

Lieu et date de la réunion

21. Rabat (Maroc), 19-20 mars 2007

Informations

22. Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site web: www.uneca-na.org